

tenue sous la présidence de Monsieur THOBATY, assisté(e)
de Monsieur Loustalot-Jaubert et Madame Raison, Conseillers
En présence de Monsieur Ringeval, Rapporteur public
Madame Genovese, Greffier

09 heures 45

01)	DOSSIER N° 2301934	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire	IS 2018 2019 2020	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SAFE SOCIETE D'AUDIT FINANCIER ET ECONOMIQUE	DEGROUX BRUGERE & ASSOCIES - DBA (Cour)
Défendeur	DGFIP - DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE-MER	
02)	DOSSIER N° 2303614	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire	IR 2018 2019	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	DEGROUX BRUGERE & ASSOCIES - DBA (Cour)
Défendeur	DGFIP - DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE-MER	
03)	DOSSIER N° 2502645	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire	Annulation plusieurs arrêtés préfectoraux autorisant à effectuer des tirs de défense renforcée en vue de la défense des troupeaux contre la prédation par le loup	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ONE VOICE	GEO AVOCATS (Cour)
Défendeur	PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES	PREFET


09 heures 45

04)	DOSSIER N° 2300289	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire	Annulation de l'arrêté préfectoral rejetant la demande du projet d'installation de valorisation des déchets non dangereux en date du 21/11/2022 - Mandelieu la Napoule	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ALGORA ENVIRONNEMENT	Maître AUBRET Héroïse
Défendeur	PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES	PREFET
Observateur	COMMUNE DE MANDELIEU LA NAPOULE	MAILLOT AVOCATS ASSOCIES
05)	DOSSIER N° 2301688	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire	IS 2017 et 2019	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	FIVAL	Maître WIBAUT François
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES ALPES-MARITIMES	
06)	DOSSIER N° 2301598	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire	IR 2016	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame	Maître ISAIA Régis
Défendeur	DGFIP - DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE-MER	

09 heures 45

07)	DOSSIER N° 2304507	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire Recours contre la décision de rejet de demande gracieuse : avis de mise en recouvrement d'une succession		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Monsieur	Maître ISAIA Régis
Défendeur	Monsieur	Maître ISAIA Régis
	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES ALPES-MARITIMES	
08)	DOSSIER N° 2300105	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire Annulation de l'arrêté AP06029220154 en date du 04/8/2022 rejetant la demande d'autorisation de pose d'enseigne - Cannes la Bocca		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	SARL KSI BURGER	Maître BENTATA Gérard (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE CANNES	MAIRE
09)	DOSSIER N° 2300847	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire IR 2016 + PS 2016		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Madame	Maître MARTEL PIERRE
Défendeur	DGFIP - DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE-MER	

09 heures 45

10)	DOSSIER N° 2302623	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire	Annulation des arrêtés préfectoraux 745 et 746 en date du 31 mars 2023 portant consignation d'une somme de 10 000 euros pour l'élaboration d'un dossier de cessation d'activité + annulation de l'astreinte à la SCEA COL DE BARAUS au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement	
Demandeur	Nom des parties SCEA COL DE BRAUS	Représentants des parties SOCIETE D AVOCATS PLENOT-SUARES-ORLANDINI
Défendeur	PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES	PREFET
11)	DOSSIER N° 2301307	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire	IR 2015 - 2016	
Demandeur	Nom des parties 	Représentants des parties Maître ROSSI Cassandra
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES ALPES-MARITIMES	Maître ROSSI Cassandra
12)	DOSSIER N° 2301567	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire	IS 2017	
Demandeur	Nom des parties ENTREPRISE JEAN SPADA	Représentants des parties Maître CULIOLI Jérôme
Défendeur	DGFIP - DIRECTION DU CONTROLE FISCAL SUD-EST OUTRE-MER	

09 heures 45

13)	DOSSIER N° 2304880	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire Annulation du refus de validation du master en gestion RH en date du 11/7/2023		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame a	BENSA & TROIN AVOCATS ASSOCIES (Cour)
Défendeur	UNIVERSITE COTE D'AZUR	
14)	DOSSIER N° 2304901	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire Annulation de la décision d'affectation en date du 16/6/2023		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Maître HMAD Hanan
	Monsieur	Maître HMAD Hanan
Défendeur	RECTEUR DE L'ACADEMIE DE NICE	RECTEUR
15)	DOSSIER N° 2302630	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire IR 2014 à 2019		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Madame
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES ALPES-MARITIMES	
16)	DOSSIER N° 2302808	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire Annulation de l'amende de 10 000 euros en date du 12/5/2023		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	RIVIERA CONSTRUCTION	Touati Slim
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES ALPES-MARITIMES	

09 heures 45

17)	DOSSIER N° 2303536	RAPPORTEURE: Madame Laurence Raison
Titre de l'affaire Annulation du recours gracieux par le rectorat concernant la demande de révison des notes pour l'obtention du BP charcutier-traiteur en date du 05/7/2023		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	Madame
Défendeur	RECTEUR DE L'ACADEMIE DE NICE	RECTEUR
18)	DOSSIER N° 2305972	RAPPORTEUR: Monsieur Paco Loustalot-Jaubert
Titre de l'affaire Annulation des arrêtés du préfet des Alpes-Maritimes en date du 26 septembre 2023 : Arrêté n° 800 mise en demeure de la société RECORD FRANCE exploitant une installation de traitement de surfaces, sis 544 rue des Trois Moulins à Antibes ; Arrêté n° 801 astreinte administrative redevable par la société RECORD FRANCE pour son installaton de traitement de surfaces ; Arrêté n° 802 amende administrative redevable par la société RECORD FRANCE son son installation de traitement de surfaces		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	RECORD FRANCE	Meyer-Warnod Anne-Marie
Défendeur	PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES	PREFET

Arrêté le 11/12/2025

Le président de la 3ème chambre

